

LE MELTING POT BELGE

La Belgique a beaucoup amusé et voilà qu'elle inquiète. Sans doute parce qu'au-delà des péripéties de son actuelle crise politico-institutionnelle, commencée en 2007 et loin d'être achevée, elle pourrait bien devenir ce laboratoire de la « désunion européenne » évoqué depuis que les grands voisins du petit royaume ont – enfin – décidé de regarder d'un peu plus près ce qui s'y déroulait et d'abandonner leurs clichés sur ce pays plus complexe que clochemerlesque.

125

L'historien Krzysztof Pomian, qui la connaît bien pour y avoir vécu et pour exercer, aujourd'hui, la fonction de conseiller scientifique du musée de l'Europe, à Bruxelles, a été l'un des premiers à évoquer le véritable enjeu de la crise belge, dans ce pays qui est, pour lui, « une Europe en miniature ¹ ». Selon Krzysztof Pomian, cet État qu'il est trop simple de décrire comme « récent et artificiel » a un enracinement historique profond et il a progressivement acquis son intégralité depuis sa naissance, en 1830-1831. Et s'il intéresse – s'il *devrait* intéresser, en tout cas –, c'est parce qu'il incarne la crise d'une cohabitation, d'une mixité, d'un *melting pot* qui sont, aussi, consubstantiels à la construction européenne.

Confirmant qu'en Belgique la réflexion sur les raisons pouvant conduire à une partition du pays a commencé bien avant la crise politique de 2007, Lode Wils, professeur émérite à l'Université catholique flamande de Louvain (KUL), relevait dès 1996 ² que la montée des sentiments « nationaux » flamand et wallon était directement liée à l'affaiblissement de la conscience nationale belge : cette dernière, qui était à la fois l'émanation et le couronnement « de structures, de cohésions et d'antagonismes, tant politiques que sociaux et philosophiques, issus du XIX^e siècle et de la

1. *Le Monde*, 21 janvier 2008.

2. Lode Wils, « Mouvements linguistiques, nouvelles nations ? », in *Belgique: la force de la désunion*, Bruxelles, Complexe, 1996.

Révolution française», a vu sa force diminuer au fur et à mesure que ces structures, ces cohésions et ces antagonismes s'étiolaient. La Belgique n'est pas le seul État européen qui assiste à l'effondrement des piliers qui le soutenaient et au développement d'une identité régionale très forte. Elle est peut-être la seule, en revanche, où la fragmentation soit telle qu'une majorité de la population semble désormais envisager la fin du pays en tant que tel – ou en tout cas s'y résoudre... La disparition de « cet État divisé contre lui-même », selon la belle formule de l'écrivain Patrick Roegiers, de ce pays que la Flandre domine politiquement et économiquement mais dont elle ne parvient décidément pas à concevoir qu'il soit tout à fait sien, tant sont forts ses souvenirs de la domination par l'élite francophone et des frustrations qu'elle a engendrées.

126 « ÉVAPORATION » OU DISPARITION

L'affirmation de l'identité politique flamande paraît n'avoir qu'une suite logique: la création d'un État indépendant, et donc ce « séparatisme » auquel est désormais ralliée une majorité de la représentation politique flamande. Extrémistes xénophobes du Vlaams Belang, indépendantistes conservateurs de la Nieuw-Vlaamse Alliantie (N-VA), populistes de la Lijst Dedecker et une fraction des Christendemocratisch & Vlaams (CD&V) ou des libéraux de l'Open vld divergent – et c'est important – sur le calendrier et les méthodes. Ils s'accordent fondamentalement, en revanche, sur l'issue: « l'évaporation », ou la disparition, de l'État-nation belge en tant que tel.

Cette évolution ne signifie-t-elle pas, en réalité, que le « laboratoire belge » pourrait préfigurer la fin d'une Europe par essence multiple, « multiculturelle », et l'émergence d'une Europe des sous-nations qui rejeterait bien vite l'idée d'un projet de vie collectif et rationnel au profit d'un nécessaire « respect des identités et des cultures » ? Un tel scénario minerait le fondement du projet européen et sa philosophie politique. Et, à cet égard, la référence des ultranationalistes flamands au divorce à la tchécoslovaque – « s'ils l'ont fait sans risque, nous le pouvons aussi » – n'est qu'un leurre, tant sont grandes les différences entre les deux situations. Tchèques et Slovaques n'ont pas participé à la fondation de l'Europe communautaire et n'y sont entrés qu'après s'être séparés. Prague ne compte pas de minorité slovaque. Les deux États indépendants ont pu acter leur partition « de velours » parce que, là-bas, un appareil d'État s'est écroulé à la suite de la chute du Mur. On pourrait ajouter à cette énumération la position géographique de la Belgique, entre la France et

l'Allemagne, au cœur de la ceinture urbaine européenne, symbolisée par le fait que Bruxelles a été choisie et est censée rester – malgré sa position désormais trop à l'ouest dans l'équilibre européen – la capitale des 27. On pourrait conclure, dès lors, qu'un éclatement de la Belgique aurait un effet inversement proportionnel à la taille de ce pays.

Se séparer sans dommage, parce que plus rien ne rassemblerait, ne caractériserait, la Belgique ? Malgré le déni qu'opposent à cette affirmation un grand nombre de Flamands et de Wallons, il existe bel et bien des particularités belges. Qu'ils le veuillent ou non, « on ne vit pas impunément pendant des siècles dans la même entité territoriale, puis au sein d'un État, en ayant partagé la même histoire sans que cette histoire laisse de traces³ ». Ce sont ces particularités qui méritent d'être examinées en détail, et notamment par l'Union européenne, si elle ne veut pas, demain, assister les bras ballants à la désintégration de l'un des États qui l'ont fondée ni, surtout, voir se répandre une onde de choc qui la déstabiliserait gravement.

127

Le journaliste, écrivain et poète néerlandophone Geert Van Istendael résume avec verve la situation dans son excellent ouvrage *Le Labyrinthe belge* : « Il faut que nous nous pénétrions du fait que, dans les coins les plus reculés d'Europe, on observe avec attention la pétaudière de la politique belge. N'oublions pas que les autonomistes, régionalistes, indépendantistes – ou quels que soient les noms auxquels répondent ces espèces non menacées au Pays basque, en Corse, en Catalogne, en Écosse, etc. – sont parfaitement au courant des zizanies entre le sud et le nord de mon pays [...] Ils signalent les dommages que l'État national inflige aux régions. Ils se présentent comme des philanthropes et des bienfaiteurs de leurs voisins moins fortunés. Ils annoncent que des régions sous-développées, la Wallonie, le Mezzogiorno, le Mecklenburg-Vorpommern jouiront aussi – non, jouiront *surtout* – des bienfaits qu'une Europe constituée uniquement de régions répand sur les maigres sillons. Ils prêchent l'écologie de la petite unité. » Caustique, l'auteur interroge : « Si la Belgique explose, comment envisager l'unité de l'Europe, au nom du ciel⁴ ? ! »

LE VIRAGE RATÉ DU BILINGUISME

La première des caractéristiques de la « mixité belge » en péril est le multilinguisme. Né comme un État francophone dont la classe dirigeante

3. Krzysztof Pomian, *Le Monde*, 21 janvier 2008.

4. Geert Van Istendael, *Le Labyrinthe belge*, Le Castor astral, 2008.

était de langue et de culture françaises, le royaume mis en place en 1830-1831 a reconnu le néerlandais un siècle plus tard. L'allemand est devenu, ensuite, la troisième langue nationale et la Communauté germanophone a été reconnue comme la troisième du pays.

Avec la révision des lois linguistiques, les dirigeants flamands ont obtenu la reconnaissance du principe de l'homogénéité linguistique de leur région. En Flandre, le néerlandais devint progressivement la seule langue officielle dans l'administration, l'enseignement primaire et secondaire, ainsi que la justice. L'unilinguisme français était simultanément proclamé en Wallonie, le bilinguisme à Bruxelles.

128 C'est à cette époque, relevons-le, que la Belgique a sans doute raté le virage vers un bilinguisme généralisé dont beaucoup pensent qu'il aurait permis de désamorcer bien des conflits ultérieurs. Des dirigeants flamands comme Camille Huysmans et Frans Van Cauwelaert avaient plaidé pour une connaissance généralisée des deux langues nationales, dans laquelle ces visionnaires distinguaient à la fois un moyen d'épanouissement des individus et un facteur de cohésion pour un pays fragile.

Leur voix fut toutefois étouffée par celle du « mouvement flamand », cette nébuleuse dont les promoteurs étaient marqués par un romantisme assimilant les notions de langue, de nationalité et de race. Une fois l'homogénéité linguistique engrangée, le mouvement passa à l'étape suivante de son combat et voulut faire aboutir sa revendication d'une délimitation stricte des frontières du territoire flamand. La « frontière linguistique », séparation administrative et symbolique découlant des lois votées en 1962-1963, allait segmenter territorialement la Belgique. Bruxelles, située en territoire flamand, restait bilingue et limitée à 19 municipalités. Elle était coupée des communes de sa proche périphérie, situées en territoire flamand mais où vivent de nombreux Bruxellois francophones. Des garanties d'usage du français (les facilités) furent accordées à ces derniers dans six municipalités. L'arrondissement judiciaire et électoral de Bruxelles-Hal-Vilvorde leur permet également – comme aux Flamands minoritaires à Bruxelles – d'accéder à la justice dans leur langue et de voter pour des partis de leur rôle linguistique. Le sort de cet arrondissement dit « BHV », bilingue et dernier de son espèce, dont une majorité flamande quasi unanime réclame la scission au nom du « bon sens », de l'homogénéité linguistique et de l'intégrité territoriale de la Flandre, a servi de catalyseur à la crise institutionnelle déclenchée en 2007. Elle n'est plus que l'un des éléments mais conserve une forte portée symbolique.

Langue, frontière ? On peut distinguer dans le retour de ces notions en Belgique – mais en ont-elles vraiment disparu un jour ? – un avertissement

à l'Union européenne. En tout cas, relevons que ne pas tenir compte de la question linguistique et privilégier une langue prétendument dominante (le français en Belgique, l'anglais en Europe) en méprisant les autres peut, à l'évidence, avoir des conséquences politiques majeures.

Outre qu'elle marque l'échec du passage au système fédéral – qui a séparé plus qu'il n'a fédéré les populations –, la résurgence des nationalismes en Flandre et, sous une forme atténuée, en Wallonie – en fait, un ethno-nationalisme en Flandre, un « nationalisme électif » en Wallonie – signifie, elle, que le grand mouvement d'eupéanisation et de globalisation n'a pas, loin de là, vaincu les principes de la *Kulturnation* auxquels se réfère le Mouvement flamand : le nationalisme culturel *et* politique a résisté à l'Europe ; mieux, il s'en est nourri.

L'EUROPE COMME NOUVEAU CADRE IDENTITAIRE ?

129

De nombreux dirigeants flamands qui s'affirment comme des Européens convaincus usent en fait d'un double discours à l'égard de la construction européenne. À usage interne, ils diffusent l'idée que l'intégration va accélérer le processus de désintégration de la Belgique. À usage externe, ils affirment que la dévolution de compétences très étendues aux régions belges ne présente aucun risque véritable puisqu'il se trouvera toujours une Union pour jouer le rôle de « filet de sécurité » institutionnel, voire offrir un nouveau cadre identitaire aux Belges : l'inévitable dévolution de pouvoirs – vers le bas, aux Régions et Communautés ; vers le haut, à l'Europe – rendrait tout bonnement superflu l'État-nation, noyé dans l'internationalisation générale et les progrès continus de l'intégration européenne.

La Belgique cesserait, de fait, d'exister, sauf dans l'art, l'humour, l'autodérision, voire la diplomatie, où elle n'est jamais avare de propositions « qui semblent souvent stupides parce qu'irréalistes » : voilà ce qu'évoque ouvertement dans son *Histoire belge, 1830-2005*⁵ le journaliste historien néerlandophone Marc Reynebeau. Même s'il ne compte sans doute pas parmi les amis de Bart De Wever, le président de la Nouvelle Alliance flamande, cet intellectuel en arrive lui aussi à la conclusion qu'un État belge n'a plus de réelle raison d'être. Il résume bien le sentiment d'une jeune génération flamande qui développe une relation décomplexée à l'égard d'une nation qui l'indiffère plus qu'elle ne la dérange. Marc Reynebeau imagine ainsi le remplacement de l'État belge par « une foisonnante

5. Bruxelles, Éditions Racine, 2005.

combinaison multiforme d'innombrables lieux de coopération, locaux, régionaux, supranationaux ou plutôt postnationaux, à petite et grande échelle, qui s'entremêleront et se superposeront ».

L'État belge semble donc menacé par deux Flandres. D'un côté, celle de la quête identitaire et de la langue « qui est tout le peuple », l'autre de la modernité et du cosmopolitisme, persuadée que, si quelques caractéristiques communes aux Belges existent bel et bien, elles trouveront à s'épanouir dans un cadre élargi, européen, voire mondial.

C'est du côté francophone que se recrutent, pour l'essentiel, les défenseurs du principe d'une poursuite de la cohabitation entre Flamands et francophones. Même si elle est jugée difficile – voire impossible désormais.

Certains francophones opèrent un lent glissement vers un mélange de nostalgie et de réalisme. En 2007, alors que le premier parti « traditionnel » flamand, le CD&V – chrétien démocrate –, gagnait les élections après avoir scellé un accord dit de « cartel » avec la Nouvelle Alliance flamande, dont les statuts prônent la disparition du pays, Francis Delpérée publiait *La Belgique, un projet d'avenir?*⁶. L'allusion à la Belgique marquant son espoir, le point d'interrogation, son doute... Ce professeur devenu sénateur du parti Centre démocrate humaniste résumait un sentiment en voie de généralisation : les francophones doivent cesser les plaidoyers en faveur du vivre ensemble s'il n'y a plus de raisons pour le faire, si leur pays ne se trouve pas de nouvelles raisons de vivre. En réalité, cet observateur devenu acteur n'arrivait pas à conclure quant à la probabilité de voir tel ou tel scénario – séparation, évaporation, fédéralisme de coopération – se concrétiser. Si, comme d'autres, il ne parvient pas à trancher, c'est qu'il trouve dans le passé et le présent autant de raisons de miser sur l'un que sur l'autre. Face à la détermination de la Flandre politique, qui puise dans l'histoire l'énergie nécessaire pour alimenter son rêve indépendantiste, la Communauté francophone n'oppose, en général, qu'une indétermination et un appel aux valeurs et traits encore communs, le tout teinté d'une indicible crainte quant à ce qui pourrait advenir demain.

Des francophones, nombreux, espèrent en fait que le retour aux valeurs communes permettra de prolonger une expérience qu'ils jugent aussi singulière que satisfaisante. Leurs espoirs sont nourris par des enquêtes d'opinion qui montrent que l'opinion flamande se démarquerait des politiques et affirmerait encore un « désir de Belgique ». En Flandre aussi, le souvenir du vivre ensemble serait plus fort que le plaisir de la course en solitaire.

6. Bruxelles, Éditions Luc Pire, 2007.

LA FIN DE L'ESPACE PUBLIC COMMUN

Pourtant chaque scrutin semble apporter un démenti à cette affirmation. Ces Flamands qui, lorsqu'on les interroge, se disent encore attachés à l'idée d'une Belgique, certes « fédérale » mais gardant la forme d'une nation, portent de plus en plus massivement leurs suffrages sur des partis indépendantistes ou séparatistes, qui sont les deux dénominations du même phénomène... Méconnaissance, inconscience ou schizophrénie ? Il y aurait beaucoup à dire sur cette situation qui traduit à la fois les effets pervers d'un système de vote obligatoire, la disparition de la notion même d'espace public commun – le comportement électoral des Flamands est motivé par des raisons dont les francophones ignorent tout – et une caractéristique identique à toutes les communautés belges : ce sont les élites politiques qui y décident depuis longtemps, en quasi-autonomie, de l'avenir institutionnel.

131

Il est intéressant de relever que, dans cet État où le principe du référendum a été aboli, la crise commencée en 2007 n'a produit que des réactions populaires marginales alors même que la sphère politico-médiatique consacrait toute son attention aux péripéties quotidiennes d'une impossible négociation et agitait le spectre de la partition. On a vu, à Bruxelles essentiellement, apparaître quelques drapeaux aux couleurs nationales et se dérouler une manifestation pour le maintien de la Belgique qui n'a rassemblé que quelques dizaines de milliers de personnes, bien moins que la Marche blanche de 1995, qui draina 300 000 personnes et offrit le visage d'un pays enfin cimenté... mais par l'épouvantable drame d'enfants disparus et violentés.

Pour le reste ? Rien. Hormis une sourde rancœur contre « la politique » qui trouve son expression sur Internet, dans les blogs et autres courriers des lecteurs, tant en Wallonie qu'à Bruxelles ou en Flandre – et dans une mesure moindre dans cette dernière région, sauf lorsqu'il s'agit de critiquer la trop grande « modération » de certains partis néerlandophones à l'égard de la minorité francophone...

La démocratie représentative à la belge n'est toutefois pas vraiment menacée, sauf par l'indifférence et la relative inconscience de politiques empêtrés dans les débats institutionnels qui ne font que renforcer la méfiance des citoyens. Certes, le pouvoir semble déconnecté du peuple, mais le peuple paraît s'accommoder de la situation, sans même remettre en question l'utilité de son vote.

Au plan des principes, cette évolution n'est peut-être pas reluisante

mais elle montre qu'inconsciemment sans doute les communautés belges ont inventé une postdémocratie où le repli sur le groupe, la tentation du chacun pour soi et la revendication, chez bon nombre de citoyens – du côté francophone du moins –, d'une « non-appartenance » sont les règles cardinales. Le fameux relativisme, la distance, la dérision qui caractérisent les Belges aux yeux de l'étranger feraient donc qu'ils accepteraient, sans enthousiasme et sans illusion mais aussi sans révolte – et surtout, sans violence –, le schéma tracé pour eux. Même celui qu'ils ressentent confusément comme le pire.

132 Cette analyse semble confirmée par diverses enquêtes. En 1998, le quotidien *Le Soir* a décidé de mener une étude inédite et en profondeur sur la société francophone. Explicitement titrée « Noir, jaune, blues » (une allusion aux couleurs du drapeau national : noir, jaune et rouge), cette plongée avait mis en évidence le fossé entre dirigeants et citoyens, tellement profond qu'il amènerait les seconds à se désintéresser totalement des discussions et des actions des premiers. Le sociologue Benoît Scheuer, coordinateur scientifique de ce travail, commentait : « Le citoyen a le sentiment que ses dirigeants ont déserté les questions essentielles de la société. » En demande de politiques de fond et d'une éthique nouvelle après l'affaire du tueur Marc Dutroux, qui illustra les carences d'un État tout entier, le citoyen en appelait à « un changement de système », soulignait Benoît Scheuer. Sa demande n'a pas été satisfaite et il a pris plus de distance encore, donnant l'impression de laisser le monde politique seul dans son « bac à sable », selon une expression dont raffole la presse de ce pays.

Revenons à Francis Delpérée qui, lui, pense encore trouver ce qui a fondé – et pourrait, qui sait, fonder encore – une vie en commun des Flamands et des francophones belges. Il souligne leur bon sens, leur résistance, leur ténacité légendaires. Leur art du compromis aussi, manière de débattre sans merci des conditions de la vie commune, qui peut contribuer à créer des liens individuels et collectifs.

La solution transactionnelle, cette autre marque de fabrique du « système belge », peut-elle cependant fonctionner encore lorsqu'une nation flamande cherche à s'imposer contre la nation ? Et que la Belgique, qui se vantait de proposer son modèle de pacification à l'Europe, ne suscite plus au sein de cette dernière qu'une question : si deux peuples ne sont pas capables de s'entendre au sein d'un même État, comment poursuivre un processus d'intégration politique à 27, 30 ou, qui sait, 35 ? La question belge interpelle, *devrait* interpeller, l'Europe. Parce que cette dernière n'arrivera pas à formuler l'identité collective qu'elle tente tellement de forger tant que le principe des nationalités reviendra la hanter.

BRUXELLES, DERNIER CARREFOUR

Les meilleurs dirigeants de la nation belge ont été, de l'après-guerre et jusqu'à il y a peu – avant qu'ils ne sombrent eux aussi dans le piège des querelles internes –, parmi les défenseurs les plus enthousiastes d'une Europe animée d'un grand projet collectif et fondée sur un pacte démocratique revivifié. Ils ont montré à leurs grands voisins la valeur de la coexistence pacifique et de la tolérance réciproque entre les deux communautés culturelles de leur pays. Ils évoquaient aussi le rôle crucial de Bruxelles, ville internationale, bilingue et, en réalité, multilingue, creuset de la mixité belge et carrefour international des civilisations puisque s'y côtoient Européens, Maghrébins, Turcs, populations issues des anciennes colonies africaines, etc. La ville-région compte quelque 27 % d'étrangers et son identité européenne se marque chaque jour davantage.

133

Flamande durant un siècle, francophone depuis l'après-guerre, Bruxelles est sans doute le dernier vrai carrefour des communautés belges et, affirment certains, le dernier verrou – mais le plus sûr peut-être – à la partition du pays. Une majorité de partis flamands juge impensable l'idée d'une séparation du pays qui priverait la Flandre de Bruxelles, laquelle fournit au pays 20 % de son produit intérieur mais se trouve dans une situation financière très délicate, faute d'un financement fédéral à la hauteur de ces missions. En réalité, une bonne partie de la Flandre n'aime pas Bruxelles, ce qui se traduit par la faiblesse de sa présence dans la ville-région – de 5 % à 15 % selon des estimations. Aussi le parlement régional de Flandre a-t-il imaginé, dès 1999, l'hypothèse d'une mise sous tutelle du pouvoir bruxellois (une cogestion de la troisième région par la Flandre et la Wallonie), voire, pour les groupes les plus radicaux, la création d'un territoire neutre géré par l'Union européenne ou des puissances étrangères... La première option se place dans l'option confédérale qui rassemble désormais une majorité des dirigeants flamands, la seconde aboutit à refuser à Bruxelles l'indépendance réclamée pour les deux autres régions. La conclusion, c'est peut-être que, puisqu'il pourrait s'avérer impossible de trouver une solution raisonnable pour la capitale, et acceptée par sa population, la Belgique a encore une chance de survie...

Un projet guère enthousiasmant... D'autant qu'il néglige totalement une importante catégorie des habitants de la région centrale. La ville est, en effet, devenue le lieu d'immigrations successives (celle des sans-papiers et des expatriés aujourd'hui). Ceux-ci « reproduisent la dualisation historique de la ville qui séparait jadis la classe ouvrière des classes

bourgeoises et, ensuite, les migrants de l'Europe du Sud, du Maroc et de Turquie des nouvelles classes moyennes autochtones⁷ ». Bruxelles, ville ouverte, cosmopolite, multiculturelle mais menacée de ségrégation, voire d'affrontements tant y sont criantes les différences d'accès aux ressources économiques. Bruxelles, « nœud rendant le scénario indépendantiste difficile et pont permettant de penser la continuité nationale⁸ ». Dans l'immédiat, les autorités régionales cherchent surtout à assurer la viabilité de la capitale et redoutent des concessions « destinées à sauver une Belgique qui ne serait plus qu'une coquille vide », selon la formule du ministre-président régional, le socialiste francophone Charles Picqué⁹. Pour celui-ci, « une majorité de Flamands n'a pas envie d'une rupture, mais des éléments irrationnels peuvent jouer ».

134 Si le diagnostic est aussi pessimiste même pour ce dernier lieu possible de rencontres, que reste-t-il de 180 ans de cohabitation et de mélange ? Quel héritage commun permet d'affirmer que, malgré tout, l'engrenage d'une séparation fatale peut-être bloqué ? Au royaume du grand désordre, c'est le monde culturel qui donne l'exemple. Du plasticien Jan Fabre aux cinéastes Luc et Jean-Pierre Dardenne, de la chorégraphe Anne Teresa de Keersmaeker au musicien Bernard Foccroule, tous – et beaucoup d'autres encore – prônent le maintien d'un « espace » belge. Ils aiment son côté hybride, chaotique, anticonformiste, résultat de la fusion entre cultures romane et germanique. Cette bâtardise féconde, car « le bâtard n'a pas de père tutélaire et les créateurs belges n'ont pas eu à souffrir d'un nationalisme culturel inhibant¹⁰ ».

La « bâtardise exemplaire », évoquée par le philosophe Jacques Sojcher, fait que les artistes belges, au-delà de leurs origines, se projettent aisément dans une dimension internationale, voire universelle. Ils semblent être les seuls, actuellement, à avoir compris que la complexité, la multiculturité et le multilinguisme étaient les formidables atouts de ce qui reste, pour l'instant, un pays.

S'il subsiste une identité belge, c'est dans ce foisonnant phénomène culturel suscité et exporté par des artistes depuis une décennie. On peut juger cela rassurant. Ou très insuffisant.

7. Pascal Delwit, Andrea Rea et Marc Swyngedouw (dir.), *Bruxelles, ville ouverte*, L'Harmattan, 2007.

8. *Ibid.*

9. Jean-Pierre Stroobants, *Belgique, laboratoire de la désunion européenne*, Paris, Le Cygne, 2010.

10. Guy Duplat, *La Vague belge*, Bruxelles, Racines, 2005.

BIBLIOGRAPHIE

- BAYENET, Benoît, CAPRON, Henri, et LIÉGEOIS, Philippe, *L'Espace Wallonie-Bruxelles. Voyage au bout de la Belgique*, Bruxelles, De Boeck & Larcier, 2007.
- DELWIT, Pascal, DE WAELE, Jean-Michel, et MAGNETTE, Paul, *Gouverner la Belgique, clivages et compromis dans une société complexe*, PUF, 1995.
- DUMONT, Georges-Henri, *Histoire de la Belgique*, Bruxelles, Le Cri, 1995.
- FITZMAURICE, John, *The Politics of Belgium, A unique federalism*, Londres, Hirst & Company, 1996.
- GENDEBIEN, Paul-Henri, *Belgique, le dernier quart d'heure ?*, Bruxelles, Labor, 2006.
- LETON, André, et MIROIR, André, *Les Conflits communautaires en Belgique*, PUF, 1999.
- MABILLE, Xavier, *La Belgique depuis la Seconde Guerre mondiale*, Bruxelles, CRISP, 2003.

135

R É S U M É

Longtemps terre de « bâtardise exemplaire », la Belgique est aujourd'hui rattrapée par un nationalisme ethno-culturel qui pousse la Flandre politique à prôner, au mieux, « l'évaporation » du pays. La leçon est rude pour une Europe communautaire qui voit l'un des pays qui l'ont fondée remettre en cause certains principes de son propre projet. Dans la crise belge, les notions de consensus, de tolérance réciproque et de cohabitation des cultures sont en jeu.